

**Nations unies - Briefing sur la  
Somalie - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la France auprès des Nations  
unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 13 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaite commencer par remercier nos intervenants pour leurs présentations et saluer en particulier Michael Keating, pour le leadership, la clarté d'esprit et le dynamisme persévérant dont il a fait preuve au cours des presque trois années passées à la tête de la Mission d'assistance des Nations unies en Somalie.

Je salue aussi la participation de la directrice exécutive d'ONU Femmes à cette séance, et je m'associe aux mots de bienvenue qui ont été exprimés pour le nouveau représentant permanent d'Ethiopie, l'ambassadeur Taye Atske Selassie Amde.

Madame la Présidente,

1/ La stabilité et la sécurisation de la Somalie demeurent une priorité pour La France. Nous en savons tous les enjeux pour la sécurité régionale et au-delà pour le succès de la lutte contre le terrorisme au niveau mondial.

Dans ce cadre, la France attache une importance particulière à la transition progressive de la responsabilité sécuritaire du pays aux forces de sécurité somaliennes. Celle-ci doit s'inscrire dans un échéancier précis et va de pair avec la mise en oeuvre de l'architecture nationale de sécurité. En mai dernier, lors de la réunion de haut niveau sur la sécurité en Somalie, nous avons salué la finalisation du plan de transition du gouvernement fédéral somalien. Il est désormais nécessaire que des progrès soient réalisés dans la mise en oeuvre de ce plan dans les zones pilotes. Nous nous félicitons à ce titre du récent transfert de la responsabilité sécuritaire dans le stade de Mogadiscio qui doit s'accompagner de toutes les garanties nécessaires en matière de sécurité.

Bien entendu, cette transition ne peut réussir que si l'architecture nationale de sécurité devient une réalité en Somalie. Sa mise en place doit s'accélérer, notamment dans les différents domaines mis en évidence dans le rapport du Secrétaire général : l'intégration des forces régionales au sein des forces de sécurité nationales, la délimitation des responsabilités des différents services de sécurité fédéraux et régionaux, et encore la définition de la chaîne de commandement.

Madame la Présidente,

2/ La deuxième clef du succès pour cette transition sécuritaire est l'AMISOM, qui continue de jouer un rôle de premier plan dans la sécurité de la Somalie, compte-tenu de la menace persistante d'Al-Shabaab et nous rendons à ce titre hommage à l'engagement des pays contributeurs de troupes.

Pour réussir, nous le savons, l'AMISOM doit être reconfigurée afin de soutenir le plan de transition somalien comme ce Conseil l'a demandé dans sa résolution 2431 adoptée au mois de juillet dernier.

Dans ce cadre, si ce Conseil a acté le report de la réduction du plafond de troupes de l'AMISOM au mois de février 2019, il reste important de maintenir la trajectoire de retrait progressif, organisé, et conditionné de l'AMISOM. Il est également indispensable de respecter les nouvelles échéances fixées dans cette résolution. Je pense notamment à l'évaluation de l'état de préparation opérationnelle et à l'évaluation technique de l'AMISOM qui devra examiner l'état d'avancement de la reconfiguration de la mission.

L'AMISOM doit naturellement continuer à être soutenue tout au long de la transition. Néanmoins, la France considère que l'Union européenne ne peut plus continuer à financer seule les primes des soldats de l'AMISOM. Comme le souligne le rapport des Envoyés spéciaux de l'ONU et de l'Union africaine sur le financement de l'AMISOM, il est donc aujourd'hui indispensable que de nouveaux partenaires s'engagent pour contribuer au financement de la force.

Plus globalement, je m'associe pleinement aux remarques qui ont été faites avant moi sur la nécessité pour l'ensemble des partenaires de la Somalie d'améliorer leur coordination comme cela a été d'ailleurs souligné lors du Forum de partenariat sur la Somalie en juillet dernier à Bruxelles.

Madame la Présidente,

3/ La troisième clef et paramètre du succès le plus fondamental se trouve aux plans de l'intégration et de l'unification politique et économique du pays. La Somalie doit faire face à des enjeux majeurs tels que l'approfondissement du fédéralisme, la révision de la Constitution, et la préparation des élections de 2020/2021 sur le modèle "une personne, une voix" et la poursuite de l'agenda de réforme économique. Dans ce cadre, nous nous étions réjouis des conclusions de la réunion du Conseil national de sécurité tenue à Baidoa en juin dernier qui avait marqué la reprise des discussions entre le gouvernement fédéral somalien et les Etats membres fédérés. Nous sommes en revanche préoccupés par le communiqué publié le 8 septembre dernier par les présidents des cinq Etats membres fédérés annonçant la suspension de leur dialogue avec Mogadiscio. Nous appelons donc l'ensemble des acteurs somaliens à reprendre rapidement leur dialogue autour des questions cruciales telles que la définition du modèle électoral ou le partage des revenus de l'exploitation des ressources naturelles. Nous appelons également à ce que toutes les interférences extérieures dans les affaires somaliennes

cessent.

Plus globalement, concernant le processus politique, je souhaiterais souligner à la suite des propos de Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, toute l'importance que la France attache à une participation plus importante des femmes. Nous le savons, la participation pleine et effective des femmes aux processus politiques est une condition indispensable pour garantir une paix et une réconciliation durables.

Enfin, je remercie Michael Keating d'avoir souligné que la Somalie est un exemple de situation vulnérable aux chocs climatiques. C'est une réalité que ce Conseil doit avoir à l'esprit, et, s'agissant aussi bien de la participation des femmes que de cette question climatique, je m'associe à la suggestion faite par le représentant permanent de la Suède sur l'utilité pour ce Conseil de disposer d'éléments d'analyses sur ces éléments importants dans les dynamiques de conflits.

4/ Je conclurai mon intervention en soulignant tout l'espoir que suscitent les évolutions régionales récentes, telles que la signature, la semaine dernière, d'un accord de coopération entre le Somalie, l'Ethiopie et l'Erythrée et la tenue hier du Sommet de l'IGAD, marqué par le retour de l'Erythrée et les consultations qui s'étaient tenues en amont entre les autorités djiboutiennes et érythréennes. Ces évolutions ouvrent de réelles perspectives pour la stabilisation de toute la Corne de l'Afrique et, il faut l'espérer, pour la Somalie également.

Je vous remercie./.